

Crise post-électorale/Déclaration des Souverainistes Ecologistes

« Ali Bongo n'est ni légitime ni légal. Il est, tout au plus, un squatter à la présidence de la République ».

Constant Mavoungou

C'est le vendredi 02 décembre 2016 dernier, au siège du Parti des Souverainistes Ecologistes, sis au quartier Atong-Abé, qu'Hubert Francis Aubame, président de cette formation politique de l'opposition, a tenu une importante déclaration. Objectif : réaffirmer leur ancrage au sein de l'opposition, mais surtout donner leur vision quant à l'actualité politique de l'heure.

A l'entame de son propos, le président du parti des Souverainistes Ecologistes, Francis Hubert Aubame, est d'abord revenu sur les événements du 31 août au 04 septembre dernier, avec, notamment, la « chasse meurtrière aux citoyens gabonais qui ne faisaient que revendiquer leur victoire ». Ensuite, le souve-



Pour les Souverainistes, Ali Bongo n'est ni un président légal ni un président légitime.

nir douloureux « des dizaines de femmes et d'hommes qui, en 1993 à Libreville et en 2009 principalement à Port-Gentil, ont perdu la vie pour le changement, parce qu'ils voulaient

une vie meilleure grâce au bulletin de vote. Les Gabonais ne cessent de payer le prix du sang pour obtenir la liberté de désigner leurs dirigeants ».

Pour Francis Hubert Au-

bame, les exactions commises en 2009 comme en 2016 ont pour seul coupable, Ali Bongo. « Ali Bongo est et doit être tenu responsable au premier chef de tous ces meurtres et disparitions dont se sont rendues coupables les forces de défense et de sécurité, lesquelles, aux termes de l'article 22 de la Constitution de la République, relèvent de son autorité directe », a-t-il affirmé.

Interrogé sur la main tendue d'Ali Bongo faisant office de dialogue, et sur ceux qui pensent qu'il faut aller s'asseoir autour de la table pour légitimer le pouvoir du fils de Kama Dabany, le président du parti des Souverainistes Ecologistes, Francis Hubert Aubame, a dit « Niet ! ». « Ces propositions sont tout simplement méprisantes et insultantes pour le peuple

gabonais qui souffre et se donne tant pour le changement de ses conditions de vie ». Il a également ajouté, dans un jeu de questions rhétoriques : « Dans ce pays, nous avons eu des précédents. La paix des braves et ses Accords de Paris ont finalement eu quel effet utile pour l'alternance ? Et les Accords d'Arambo ont-ils permis de gagner les élections législatives de 2006 » ?

Toujours sur la question du dialogue, Francis Hubert Aubame a interpellé certains Européens et Africains qui

demandent à prendre part à cette grand-messe : « Si donc la violence devient une valeur aux yeux de nos partenaires, alors nos amis occidentaux ne devraient pas enfermer les terroristes, mais plutôt discuter avec eux pour trouver un terrain d'entente en leur donnant un peu plus de ce qu'ils veulent, parce qu'ils tuent et ont des armes ! En définitive, la liberté et la démocratie sont-elles des valeurs universelles ou simplement occidentales ? Quel mépris ! ».

PDG/Les candidatures à vie

La politique des titres fonciers électoraux